

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRIQUETERIES DU NORD SA.

BRIQUETERIE DU NORD SA.

RUE GAUTHIER

59242 Templeuve-En-Pévèle

Références : V3/2025/70

Code AIOT : 0007000100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement BRIQUETERIES DU NORD SA. implanté CANCHOMPRES 59242 Templeuve-en-Pévèle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite vise à effectuer le récolement de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 novembre 2023.

L'exploitant fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 3 mars 2025 associé au non-respect de l'arrêté de mise en demeure sus-mentionné.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIES DU NORD SA.
- CANCHOMPRES 59242 Templeuve-en-Pévèle
- Code AIOT : 0007000100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques principales de la carrière "Briqueterie du Nord" de Templeuve sont les suivantes :

- surface d'autorisation de 43,5 ha,
- profondeur maximale à la cote +20 m NGF,
- capacité de 187 000 t/an,
- nombre d'employés : 4,
- urbanisation : première habitation à quelques mètres de l'entrée de la carrière.

L'exploitation est autorisée au titre des rubriques 2510-1 et 2515-1 de la nomenclature des ICPE par l'arrêté du 07/09/2009. L'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mai 2019 encadre la poursuite d'exploitation et le remblaiement de la carrière d'argile et de sable.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement Article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 9 novembre 2023	AP de Mise en Demeure du 09/11/2023, article 3	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate le jour de la visite, le 6 mars 2025, le respect de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 9 novembre 2023.

L'inspection propose à Monsieur le préfet d'abroger l'arrêté préfectoral du 3 mars 2025 portant astreinte à l'encontre de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement Article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 9 novembre 2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/11/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Fronts d'exploitation
Prescription contrôlée :
Arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 novembre 2023

Article 3 - Méthode d'exploitation

La société SA Briqueterie du Nord exploitant une installation de carrière de sable et d'argile sise lieu-dit "Canchomprez" sur la commune de Templeuve est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2009 relatives à la hauteur des fronts de tailles, leur pendage, ainsi que la largeur des banquettes séparant les fronts, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Arrêté préfectoral portant astreinte administrative à l'encontre de la BRIQUETERIE DU NORD pour son établissement situé à Templeuve-en-Pévèle du 03/03/2025

Article 1 - Objet

La société BRIQUETERIE DU NORD exploitant une installation de carrière de sable et d'argile située au lieu-dit "Canchomprez" sur la commune de Templeuve-en-Pévèle, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 500 euros (cinq cents euros) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2023.

Cette astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.

Constats :

Inspection du 29 février 2024

Lors de la visite du 29 février 2024, l'inspection avait constaté la non-conformité des fronts de taille au niveau de la fosse Nord.

Alors que les fronts n'étaient pas exploités, leur hauteur était supérieure à 5 mètres par endroit, et leur pendage d'un angle supérieur à 45°. Les banquettes quant à elles étaient d'une largeur inférieure à 10 mètres. Cette situation, en lien avec les intempéries avait occasionné un effondrement de la clôture de limite de propriété dans la fosse.

Ces constats avait fait l'objet du rapport d'inspection du 27/06/2024.

Les constats liés aux fronts d'exploitation et aux banquettes effectués le 29 février 2024 au niveau de la fosse Nord conduisait l'inspection à proposer au préfet du Nord de faire application des disposition de l'article L. 171-8 du code de l'environnement car l'article 3 de l'arrêté du 9 novembre 2023 n'était pas respecté, alors que le délai accordé à l'exploitant pour qu'il se mette en conformité n'était pas respecté.

Ainsi, le préfet du Nord signait le 3 mars 2025 un arrêté préfectoral d'astreinte d'un montant journalier de 500 euros jusqu'à satisfaction de l'article 3 de la mise en demeure du 9 novembre 2023.

Cet arrêté préfectoral d'astreinte a été notifié à l'exploitant le 5 mars 2025.

Inspection du 6 mars 2025

L'exploitant ayant indiqué le 5 mars de 2025 à l'inspection que les fronts d'exploitation avaient été mis en conformité, l'inspection se rend à la carrière de Templeuve le 6 mars 2025, afin d'en effectuer le constat.

Le jour de la visite, l'inspection constate que l'exploitant a progressé dans ses opérations de remblayage, et que les fronts de la fosse Nord ne sont plus exploités.

Les fronts résiduels sont d'une hauteur inférieure à 5 mètres, et leur pendage ne présente pas de risque d'effondrement. L'exploitant précise que les opérations de remblayage vont se poursuivre, afin de finaliser la remise en état de la carrière Nord.

L'inspection constate le 6 mars 2025 que l'exploitant respecte l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 9 novembre 2023, et par conséquent elle propose à Monsieur le préfet d'abroger l'arrêté préfectoral d'astreinte du 3 mars 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure